



Le Saint-Siège

**LETTRE DU PAPE JEAN-PAUL II
À MONSIEUR K.K.S. DADZIE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT***

*A Monsieur K. K. S. Dadzie
Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies
sur le Commerce et le Développement*

Mue par un besoin de remonter aux sources pour y raviver ses intuitions fondatrices et y puiser de nouvelles énergies, la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) se tient à Genève même. J'ai plaisir à rappeler que le Saint-Siège avait activement contribué à la création de cet organisme en 1964 et, depuis, il n'a cessé de lui apporter tout son appui.

Il y a exactement vingt ans, mon prédécesseur Paul VI écrivait une lettre encyclique *Populorum Progressio*, se faisant l'écho des "peuples de la faim [qui] interpellent de façon dramatique les peuples de l'opulence" (Pauli VI, *Populorum Progressio*, 3) et consacrant plusieurs pages à "l'équité dans les relations commerciales" (*Ibid.* 56-65). Moi-même, dès ma première encyclique (4 mars 1979), j'ai présenté notre époque comme "un gigantesque déploiement de la parabole biblique du riche qui festoie et du pauvre Lazare" (Ioannis Pauli PP. II, *Redemptor Hominis*, 16).

Aujourd'hui, le tableau est encore plus contrasté qu'hier, malgré tant d'actions réfléchies et concertées entreprises par la communauté internationale. Aussi, dans un monde brisé, engourdi par le désenchantement, je voudrais apporter aux membres de cette Assemblée un message d'espérance, d'une espérance fortifiée aujourd'hui par la conscience plus vive que nous avons de l'égalité et de la responsabilité solidaire de tous les hommes. Il ne suffit pas que les pays reconnaissent par nécessité économique ou politique leurs interdépendances. Seul le sens éthique d'une vraie coresponsabilité leur permettra d'ouvrir des chemins praticables pour la justice internationale, de respecter jusqu'au bout les engagements pris solidairement et noués structurellement.

Dans cet esprit, vous pourrez aborder résolument les points importants de votre ordre du jour tel qu'il ressort jusqu'ici: les ressources nécessaires au développement que le poids du service de l'endettement international compromet gravement, les produits de base dont les prix réels n'ont jamais été aussi bas depuis un demi-siècle, le commerce international où la violation des règles multilatérales ruine les chances des plus faibles. Quant à l'attention particulière que vous portez depuis quelque temps aux pays appelés " les moins avancés " (la plupart situés en Afrique), vous le savez, leurs propres et courageux efforts de développement ne pourront aboutir sans le soutien totale et constant de tous.

Le problème de la dette extérieure, cette plaie ouverte au flanc des relations internationales, vient d'être étudié, sur ma demande, par la Commission pontificale " Iustitia et Pax ". Je souhaite que ses réflexions éthiques incitent rapidement " les différents partenaires [à] s'accorder pour partager, de façon équitable, les efforts d'ajustement et les sacrifices nécessaires, compte tenu de la priorité des besoins des populations les plus démunies. Le pays les mieux pourvus ont une responsabilité pour accepter un partage plus large ".

Bien exigeante est votre tâche: en coopération avec d'autres institutions compétentes, elle conduit à reconsidérer, comme j'ai osé l'écrire, " les structures et les mécanismes financiers, monétaires, productifs et commerciaux qui [...] régissent l'économie mondiale: ils s'avèrent incapables de résorber les injustices héritées du passé et de relever les défis urgents [...] du présent " (*Ibid*, 16). Bien ardue est votre tâche, toujours sur le qui-vive, pour faire face à l'instabilité des taux de change, à la manipulation des marchés, au raidissement du protectionnisme et à bien d'autres menaces qui se nourrissent de défiance et d'égoïsme.

Mais bien exaltante aussi est votre mission, car, au-delà de l'économie, elle s'adresse à l'homme, à tout l'homme avec ses dimensions culturelle et spirituelle. En ce sens, il n'y a pas d'un côté des pays développés et de l'autre des pays en développement; mais tout pays est appelé au développement intégral de l'homme et, heureusement, notre époque est moins tentée d'identifier le développement avec la seule croissance économique ou la simple reproduction de modèles de pays industrialisés. Bien plus, le développement ne peut être ni spontané ni instantané, ni décrété, ni octroyé: il exige une vaste et libre adhésion des peuples eux-mêmes, patiemment éduqués à devenir maîtres de leur propre destin.

De tout cœur, j'implore la bénédiction divine sur vos travaux. Ce nouveau rendez-vous des peuples ne peut être manqué: l'attente est trop grande, trop pressante pour que de nouveaux engagements ne soient pas pris par votre Conférence, et que ces engagements pris ne soient pas ensuite respectés par la volonté politique de vos pays. Voici le temps favorable: puisiez-vous ouvrir des voies nouvelles à l'espérance des peuples!

Du Vatican, le 30 juin 1987.

IOANNES PAULUS PP. II

**Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, vol. X, 2 p. 2377-2380.

L'Osservatore Romano 12.7.1987 p.5.

L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n. 29 p.1.

La Documentation Catholique n.1946 p.833-834.

© Copyright 1987 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana